

# TRAVAUX DE DÉSAMIANTAGE

## Accord Cadre Multi-attributaires

### Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	20250008
Date limite de remise des plis	<b>Lundi 16 juin 2025 à 12h00</b>
Procédure de passation	Marché subséquent en Accord-cadre multi-attributaires (Articles R2162-7 et R2162-10 du Code de la commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

**VILLE DE LANNION**  
**Service de la commande publique**  
**Représentant : Paul Le Bihan M. Le Maire**  
**Adresse : Place du Général Leclerc**  
**22300 LANNION**  
**SIRET : 21220113100019**  
**Site internet : <https://lannion.bzh>**

L'acheteur agit en tant que coordonnateur d'un **groupement de commandes pour la Ville et le CCAS de Lannion.**

## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Travaux de désamiantage dans les différents bâtiments de la ville de Lannion et du CCAS.**

**Il s'agit d'un accord-cadre avec un montant maximum annuel conclu avec plusieurs titulaires (3 maximum) sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.**







Cet accord-cadre (et les marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement) concerne des travaux de désamiantage. Des précisions et des compléments (spécificités techniques, délais, quantités) seront apportés dans les documents de la consultation communiqués aux titulaires de l'accord-cadre lors de chaque remise en concurrence. Chaque prestation fera l'objet d'un marché distinct pour lequel les attributaires seront consultés. Ils soumettront leur offre, et celle-ci sera jugée à chaque prestation commandée.





**Il est précisé que les travaux de désamiantage sont principalement réalisés pendant les vacances scolaires.**

Les marchés subséquents issus du présent accord-cadre seront attribués dans les conditions définies à l'article 4.

Code CPV	Libellé CPV
45262660-5	Travaux de désamiantage

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Travaux de désamiantage
 Acheteur	Ville de Lannion et CCAS
 Type de contrat	Accord cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum multi-attributaires de travaux
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Bâtiments de la Ville et du CCAS de Lannion
 Délai	12 mois renouvelable 3 fois pour une durée maximale de 4 ans

	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 500$
	Variation des prix	Révisibles (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires et forfaitaires

### ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est composée d'un lot unique.








## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

Accord cadre : Marché subséquent et multi attributaires (Articles R2162-7 et R2162-10 du Code de la commande publique)

### ■ Planning prévisionnel de la consultation\* :

	Publication de la consultation	7 mai 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	16 juin 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	16 juin 2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	Du 16 au 27 juin 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	30 juin 2025
	Information des candidats non retenus	1 <sup>er</sup> juillet 2025
	Signature et notification du contrat	Fin septembre 2025

*\*Ce planning est prévisionnel et ne saurait engager la responsabilité de l'acheteur en cas de décalage dans le temps. L'acheteur se laisse la possibilité de le modifier ou de l'ajuster si besoin.*

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalys.bretagne.bzh> avec la possibilité d'accéder à ce site via le site : [www.lannion.bzh](http://www.lannion.bzh) (rubrique « Mairie pratique – Mes démarches – Économie entreprises »)

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Détail Quantitatif Estimatif (DQE) valant BPU
- Bon de visite

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents :**

Tout candidat remettant une offre, devra visiter les lieux afin d'apprécier la nature et le contenu de l'intégralité des travaux à prévoir. Pour ce faire, le candidat devra prendre rendez-vous avec :

**Mr Louis-Charles Danion– Responsable adjoint du service bâtiment**

**Téléphone : 02.96.46.20.80 ou 06.31.79.99.94 - Mail : [louischarles.danion@lannion.bzh](mailto:louischarles.danion@lannion.bzh).**

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.e-megalisbretagne.bzh>.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur <a href="http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc1.rtf">http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc1.rtf</a> )
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur <a href="http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc2.rtf">http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc2.rtf</a> )
Gestion environnementale	L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
RIB	Relevé d'identité bancaire
Assurance	Certificat d'assurance

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Document complété
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
DQE valant BPU	Détail Quantitatif Estimatif valant Bordereau de Prix Unitaires complété
Bon de visite	Bon de visite complété par le technicien référent
Mémoire technique	<p><b><u>Moyens affectés au chantier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Certificat de qualification professionnelle de l'entreprise ou agrément de l'année en cours ;</li> <li>- Moyens humains : l'entreprise communiquera de manière qualitative sur l'effectif qu'elle affectera sur les futurs chantiers en matière d'encadrement et d'opérateurs (les CV seront joints en annexe). Elle devra préciser si l'entreprise dispose d'une équipe d'astreinte tout au long de l'année. Préciser le fonctionnement de l'entreprise pendant les congés d'été.</li> <li>- Moyens matériels : l'entreprise communiquera les moyens matériels dont elle dispose pour le respect de la qualité d'exécution (moyens à décrire qualitativement et quantitativement)</li> </ul>

	<p><b><u>Organisation du chantier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Méthodologie détaillée des procédés et moyen d'exécution envisagés pour des chantiers de désamiantage de niveau 1, 2 ou 3.</li> <li>- Note précisant les dispositions prises en matière de nuisances et de sécurité.</li> <li>- Présentation des dispositions mises en œuvre pour respecter la réglementation en matière de protection des travailleurs.</li> </ul> <p><b><u>Approche environnementale</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Note indiquant les mesures prises pour la protection de l'environnement (limitation de l'impact du chantier sur l'environnement, démarche qualité environnementale, gestion et élimination des déchets, chantier propre, etc.) ;</li> <li>- Liste des déchets que l'entreprise valorise et mesures prises pour leur traçabilité ;</li> <li>- Note précisant la localisation du centre de traitement et de valorisation des déchets et la distance à parcourir entre ce centre et le chantier (circuit court préférentiel) ;</li> <li>- Justificatif de l'agrément préfectoral du centre de traitement et de valorisation des déchets choisi par l'entreprise.</li> </ul>
Documents complémentaires	Tout document complémentaire que le candidat juge utile à la présentation et à la bonne compréhension de son offre

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.e-megalisbretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

**Services techniques Municipaux**  
**Espace administratif de Kermaria – Service commande publique**  
**11 boulevard Louis Guilloux – 22300 Lannion.**

Le pli fermé doit comporter la mention : « **Ne pas ouvrir. Copie de Sauvegarde «Affaire 20250008 : Travaux de désamiantage»** »

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la

plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (40 %)	La note attribuée est une note relative tenant compte de l'écart existant avec l'offre la moins chère. La note maximale (40) est attribuée à l'offre la moins chère et les autres offres sont notées en proportion inverse de leur prix, selon la formule suivante : Si Pmin est le prix de l'offre la moins chère, une offre de prix P reçoit la note N : $N = P_{min} \times 40/P$ , arrondie à la décimale la plus proche
2. Valeur technique (60 %)	<u>Évaluée en fonction des éléments fournis dans le mémoire technique :</u> 1- Moyens humains et matériels affectés (20 pts) 2 - Méthodologie (30 pts) 3 - Approche environnementale (10 pts)

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

	le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

**Les bordereaux de prix sont considérés comme des prix maximum pour l'établissement des devis des marchés subséquents de la première année.**

■ **Multi-attribution :**

Le contrat est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes :  
Les trois premiers classés seront les trois titulaires de l'accord-cadre.

**Marchés suivants conclus sur la base de l'accord cadre :**

Pendant la durée de validité des accords-cadres, les marchés subséquents conclus sur la base de ces accords-cadres seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

**Elle se fera selon les modalités suivantes :** Envoi par le pouvoir adjudicateur d'une demande de devis par courrier ou par mail en précisant les caractéristiques de la commande (désignation de la prestation demandée, contexte, délais maximum d'exécution).

Réponse des titulaires par mail ou par courrier, adressée à : [louischarles.danion@lannion.bzh](mailto:louischarles.danion@lannion.bzh)

**Services Techniques Municipaux  
Service Bâtiments  
Espace administratif de Kermaria  
11 boulevard Louis Guilloux - 22300 Lannion**

**Tél : 02 96 46 78 20 ou 06 31 79 99 94**

**Les critères d'attribution des marchés subséquents sont les suivants :**

- Prix 50 %
- Délai d'intervention et détail du planning 30 %
- Note méthodologique 10 %
- Moyens humains affectés au chantier 10 %

**Délai d'intervention :** L'entreprise devra transmettre un détail du planning intégrant le délai du plan de retrait ainsi que des différentes mesures d'empoussièrement, en précisant les dates de réception des résultats.

**Note méthodologique :** L'entreprise fournira un plan détaillant son installation de chantier. Elle précisera les moyens mis en œuvre pour limiter les nuisances auprès des riverains et/ou du voisinage. Elle précisera toutes les informations spécifiques au chantier lui paraissant importantes.

Il est précisé que les impératifs du cahier des charges devront être respectés.

Des précisions pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore



dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part, et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

#### ■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. **L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :**

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

**Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.**

#### ■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.e-megalisbretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

**Renseignements administratifs :** Singrid Fomel ou Valérie Moulin

Service de la commande publique : 02 96 46 78 21 ou [commande.publique@lannion.bzh](mailto:commande.publique@lannion.bzh)

**Renseignements techniques :**

Louis-Charles Danion – Service bâtiments 06 31 79 99 94 ou [louischarles.danion@lannion.bzh](mailto:louischarles.danion@lannion.bzh)

#### ■ **Voies et délais de recours**

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

**Tribunal Administratif de Rennes**  
**3 Contour de la Motte**  
**35044 Rennes**

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)